



*Solidaires Finances Publiques*

**V A L - D E - M A R N E**

Local syndical- Hôtel des Finances

1 Place du Général Billotte - 94040 CRÉTEIL Cedex

Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95

solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

## Déclaration liminaire du Comité Technique Local (CTL) du 4 juillet 2019

Après plusieurs mois de silence le dialogue social ouvre enfin ses portes, enfin presque...

Quand on voit l'ordre du jour de ce CTL, on comprend bien le mépris de la direction pour ses agents et leurs représentants.

Point n°2 « Document de synthèse de la DDFiP », où vous faites le bilan des résultats de la Direction. Un bilan plutôt positif aux vues des restrictions drastiques d'effectifs et des grands bouleversement dans la sphère fiscale (PAS, loi ESSOC...).

Puisque vous ne le faites pas, Solidaires Finances Publiques tient à féliciter et remercier l'ensemble des agents pour leur professionnalisme et leur investissement dans leur métier... bien que le prix à payer pour cette conscience professionnelle soit exorbitant (arrêts maladies, burn out...), mais nous en reparlerons... car même les médecins de prévention démissionnent dans le Val-de-Marne !

Le point n°6 « Nouveau réseau de proximité » aurait mérité qu'un CT lui soit entièrement consacré.

Il en est de même pour les points 7 « Le DUERP » (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels) et 8 « Tableau de Bord de Veille Sociale » (TBVS).

Il est ainsi évident que le dialogue social dans le Val-de-Marne n'est qu'une mascarade, vide de sens, dont les traits sont si grossiers que cela en devient vexant pour tout le monde.

Une mascarade aussi parce que lors de vos réunions « d'information » aux agents qui se sont déroulés fin juin, vous leur indiquez que votre projet n'est pas définitif et que nous avons une phase de concertation censée durer 4 mois. Vous ne leur avez pas précisé que le point de départ de ses 4 mois commence à la publication des cartes sur Ulysse début juin et seront donc amputés des congés d'étés. Vous avez aussi esquivé les questions essentielles : le parcours du combattant pour toucher une hypothétique prime de restructuration (de surcroît imposable), les règles de mutations (fait du prince), etc.

Cette mascarade est orchestrée par la Direction générale dans son guide et reprise tels des perroquets avec, par exemple, le mot FAKE NEWS qui est régulièrement lancé par la direction pour tenter de décrédibiliser les lanceurs d'alerte que sont les organisations syndicales.

La possibilité pour les collectivités de demander à passer en agence comptable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020 est une réalité. Et les agents ont raison de s'inquiéter de l'avenir des trésoreries et des futurs Services de Gestion Comptables, d'autant plus que le Val-de-Marne s'illustre avec la création d'une trésorerie spécialisée OPH au 1<sup>er</sup> septembre 2018 pour une fermeture définitive au 1<sup>er</sup> janvier 2021... suite à la « possibilité » de passer en comptabilité privée, très rapidement transformée en « obligation légale ». Avec la loi de transformation de la fonction publique, les collègues n'auront alors pas d'autre choix que de suivre la mission, y compris si elle passe dans le privé !

Car oui, vous êtes bel et bien en train d'organiser le dépeçage de notre administration et tout particulièrement dans le Val-de-Marne... c'est à se demander quel intérêt personnel se cache derrière cet excès de zèle...

Ce qui ressemble le plus à une FAKE NEWS, ou plutôt à de la manipulation, c'est d'oser parler de « Nouveau réseau de proximité » lorsque vous présentez votre projet de restructurations.

Pour Solidaires Finances Publiques il s'agit d'un plan de désertification. Pour être plus proche des usagers, le Val-de-Marne passe de 21 implantations DGFIP (avec souvent plusieurs métiers par implantation) à 14 sur votre carte revisitée et un regroupement par métier (spécialité) et quitte complètement le Sud Est du département.

Pour combler artificiellement les vides sur les cartes présentées vous parlez de « points de contact » sans en définir la substance. C'est d'ailleurs ce qui ressort des différentes réunions d'informations que vous avez eu, que ce soit avec les élus ou avec les agents. Pire la mise en place effective de ces points de contacts sera soumis à l'investissement des collectivités concernées, aussi bien l'immobilier (mise à disposition de locaux) que très probablement humain...

Pour Solidaires Finances Publiques, les restructurations envisagées ne répondent ni aux attentes des usagers, ni à l'amélioration des conditions de vie au travail des agents : elle répond uniquement à une stratégie qui vise à faire des économies budgétaires (ça dépend pour qui ?), sur le dos des agents et du service public !

Mais votre intérêt pour les conditions de travail des agents est parfaitement reflété par le fait suivant : vous relayez à la fin le DUERP et le TBVS, ces deux outils censés servir à détecter les améliorations possibles pour nos conditions de travail !

Face à votre comportement, Solidaires Finances publiques vous rappelle que vous êtes personnellement et pénalement responsable de la santé et de la sécurité des agents.